

Fuir la violence pour retrouver plus de violence en Amérique Centrale

Israel Medina

De nombreux migrants d'Amérique Centrale fuient leur zone d'origine à cause de la violence et de la menace des bandes criminelles. Beaucoup d'entre eux retrouvent le même type de violence que celle qu'ils fuient sur leur parcours le long des routes migratoires à travers le Mexique.

Au cours des dernières années, la violence urbaine a eu pour effet d'empirer les conditions de vie des populations au Salvador, au Honduras et au Guatemala. Très souvent, des hommes, des femmes et des enfants fuient non pas à la recherche d'une vie meilleure mais tout simplement pour survivre. Les conflits territoriaux entre bandes sont permanents. Le climat de violence, de terreur et de méfiance que sèment les bandes finit par éroder le tissu social et jusqu'aux plus infimes tentatives commerciales qui persistaient encore dans ces endroits. Pour beaucoup, la migration est la seule option.

Pour de nombreuses personnes la migration est l'unique choix possible. Dans certaines régions de ces pays, la loi de la bande est absolue et les jeunes sont extrêmement vulnérables face au recrutement forcé dans les bandes. Les adolescents sont perpétuellement intimidés et font l'objet de violence, ils sont soumis à des pressions pour qu'ils s'allient aux bandes et travaillent pour elles comme revendeurs de drogue ou à d'autres tâches. Le nombre extrêmement élevé d'enfants forcés de quitter leur pays est une caractéristique récurrente de cette migration, un phénomène qui les expose aux conditions dangereuses de ce voyage. Certaines familles préfèrent voir leurs fils et leurs filles exilés plutôt que de les voir tués ou forcés de vivre dans la criminalité.

Mais la violence se poursuit tout au long de la route migratoire. Sur la route qui va de l'Amérique Centrale jusqu'aux États-Unis se jouent des intérêts financiers énormes, principalement pour les trafiquants d'êtres humains, qui pour la plupart paient ou travaillent directement avec les réseaux du crime organisé. De même, les réseaux de trafiquants sont constamment à la recherche de femmes et d'enfants pour alimenter leurs activités annexes et très lucratives dans le domaine de l'exploitation sexuelle. Les personnes qui suivent la route migratoire sont particulièrement vulnérables pour ces raisons mais aussi parce qu'elles n'ont pas les documents qui leur permettraient de traverser le Mexique en toute sécurité. Une fois

qu'ils pénètrent sur le territoire mexicain, les migrants sont confrontés à un cycle systématique d'abus ; les chauffeurs dans les transports publics leur appliquent des tarifs plus élevés, ils sont victimes de délits de droit commun, les policiers corrompus leur imposent de payer des pots de vin pour les laisser continuer leur route, des membres des bandes qui se font passer pour des migrants les agressent, et les groupes criminels organisés leur font subir toutes sortes de violences qui vont de l'extorsion au viol en passant par la torture et les enlèvements. Tout au long de cette route, jusqu'au moindre centime est arraché aux migrants chaque fois qu'une occasion se présente, et ils risquent même d'y perdre la vie.

Cette violence ne diffère guère de la violence à laquelle ils étaient confrontés dans leur propre pays. Dans de nombreux cas, la violence est délibérément extrême et sanglante dans le but de terroriser les survivants. Des personnes sont enlevées et contraintes de donner le numéro de téléphone des membres de leur famille qui vivent aux États-Unis ; les bandes appellent pour exiger des milliers de dollars en échange de la vie de leurs êtres chers. Même si le gouvernement mexicain ne publie pas de chiffres officiels sur le nombre de migrants qui sont enlevés sur son territoire, les cas mentionnés par la Commission nationale des droits de l'homme se chiffrent chaque année par milliers¹.

La violence atteint un tel degré de normalisation que ceux qui voyagent s'attendent à en faire les frais d'une manière ou d'une autre au cours de leur parcours, et ils y sont dans une certaine mesure résignés. Peut-être que l'exemple le plus manifeste, est celui des femmes qui commencent à prendre la pilule contraceptive avant leur départ parce qu'elles savent qu'en chemin les risques d'agression sexuelle sont très élevés². Ceux qui sont considérés comme 's'en étant bien sortis' en chemin, auront seulement été agressés et volés, et n'auront souffert que de la faim et du froid.

Comme c'est souvent le cas, les informations disponibles et les plaintes enregistrées ne

décembre 2014

représentent qu'une proportion infime de la réalité. L'anonymat et l'invisibilité sont les plus gros problèmes de la migration à travers le Mexique dans la mesure où ils contribuent à augmenter encore la vulnérabilité des individus qui suivent cette route. C'est principalement la crainte d'être expulsé et renvoyé dans son pays d'origine qui explique le défaut de signalement des crimes ; afin de parvenir à leur destination, la plupart des migrants continueront leur voyage dès que possible, enterrant derrière eux ce qu'ils ont vécu sous une chape de silence.

Trouver des remèdes

Plusieurs organisations de défense des droits de l'homme et autres associations de la société civile ont clairement et vigoureusement dénoncé ces abus. Il y a eu des marches organisées par des migrants partout au Mexique demandant le respect de leurs droits. De longues processions de mères centroaméricaines ont manifesté dans la ville de Mexico, en exigeant de savoir où se trouvent leurs fils et leurs filles qui ont disparu. Même s'il est possible de trouver des signes de solidarité, la population mexicaine dans sa grande majorité n'a aucune conscience de ce qui se passe réellement.

Dans un contexte de violence généralisée comme au Mexique, la machinerie de l'État s'est montrée incapable de trouver une solution effective. De fait, c'est à peine si elle s'est montrée capable d'admettre le déplacement interne de sa propre population causé par le crime organisé et le trafic de drogue, et elle n'a absolument pas reconnu ni mesuré l'ampleur des abus et des violations des droits de l'homme dont les migrants sont victimes. En effet, dans un exemple parfait de recours aux doubles standards, l'État mexicain revendique avec colère que ses ressortissants soient bien traités lorsqu'ils traversent la frontière du nord pour se rendre aux États-Unis, tout en faisant preuve de bien peu de volonté politique lorsqu'il s'agit de combattre les mauvais traitements que subissent de manière routinière les Centroaméricains sur la frontière du sud et pendant leur périple à travers le Mexique.

En juillet 2014, le ministre de l'intérieur mexicain a annoncé la mise en place d'une stratégie visant à protéger les migrants en leur interdisant de traverser le Mexique dans les trains de marchandises (le moyen de transport principal des migrants), l'objectif déclaré étant de les protéger des risques d'accident sur le parcours. Cette stratégie ne résout toutefois ni la question du trafic de personnes ni les violations des droits de l'homme commises à l'encontre

des migrants qui vivent au Mexique. De toute manière, une stratégie de ce type risque de s'avérer contreproductive si des mesures ne sont pas prises en parallèle pour protéger la sécurité des migrants qui devront recourir à d'autres moyens de transport. La dynamique migratoire est un phénomène vivant et changeant, et les flux migratoires finissent toujours par trouver un moyen de contourner les difficultés et les obstacles qui barrent la route. Cette stratégie risque de forcer les migrants à se disperser à l'intérieur du territoire mexicain, rendant encore plus invisible ce qu'ils subissent au cours de la migration.

Il n'existe pas de solution simple ou évidente. Même si les organisations de la société civile ont fait du bruit autour de cette question de la migration, un niveau d'organisation et de communication beaucoup plus conséquent est nécessaire pour mettre sur pied un mouvement politique organisé et effectif capable de pousser le gouvernement à agir véritablement sur cette question des mauvais traitements infligés aux migrants au Mexique. Le droit de résidence est refusé à des êtres humains qui fuient la violence, la décision de partir leur a été imposée, et la violence qu'ils subissent en chemin à travers le Mexique ne sert qu'à les traumatiser encore davantage et à augmenter leur souffrance.

Tant que la violence et la pauvreté persisteront dans leurs pays d'origine, ni les murs chaque fois plus hauts, ni les restrictions chaque plus drastiques ne réussiront à décourager ces personnes d'émigrer. Il n'est pas possible de demander à des êtres humains d'abandonner tout espoir d'une vie meilleure. Toute solution cherchant véritablement à résoudre ce problème nécessite d'analyser l'ensemble des facteurs et des dynamiques impliquées dans le processus de migration. Des efforts restreints ne produisent que des résultats restreints.

Israel Medina Israel_voz@hotmail.com est psychologue de terrain pour Médecins sans Frontières (Médicos sin Fronteras) au Mexique.

Les opinions exprimées ici sont celles de l'auteur ; et elles ne représentent pas nécessairement les opinions de Médecins sans Frontières.

1. Commission nationale des droits de l'homme 2011. *Informe Especial sobre secuestro de migrantes en México (Rapport spécial sur les enlèvements de migrants au Mexique)*.

2. Amnesty International 2010 *Victimas Invisibles, migrantes en movimiento en México (Victimes invisibles: les migrants en mouvement au Mexique)*.